

5 mai 2006

Essai politique sur les rapports parti/mouvements

Québec solidaire, produit de la défaite du prolétariat



On en revient pas des succès de Québec solidaire : de son congrès de fondation, de sa couverture médiatique, de son score électoral, de son apparition dans les sondages, de la vitesse de sa construction.

On en oublie son refus d'appuyer le retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan pourtant prôné par le collectif montréalais « Échec à la guerre » recommandant plutôt une présence armée de « *reconstruction* » de type « *maintien de la paix* » à la ONU (de même que son silence à propos de l'accueil des déserteurs étasuniens) ; de son ouverture aux cliniques spécialisées de santé « *à but non-lucratif* », porte ouverte aux piètres conditions de travail de type économie sociale sinon à la privatisation larvée ; de sa proposition d'engouffrer en pure perte les nouveaux impôts de la réforme fiscale proposée, d'ailleurs jamais chiffrée et qu'on ne veut pas chiffrer parce qu'il faudrait « *...un gigantesque chantier de réforme de la fiscalité* », pour « *...la création d'une entreprise publique de production pharmaceutique afin de briser le monopole des grandes firmes pharmaceutiques en leur faisant concurrence* » au lieu de proposer la nationalisation de ce secteur payé à même un impôt rétroactif sur leurs sur-profits à la manière de la nationalisation des mines de cuivre chiliennes par le gouvernement Allende.

Dans le sillage du PQ, la direction de Québec solidaire court après les causes populaires, tels la fermeture du Zoo de Québec et surtout la privatisation du Mont Orford mais sans apporter la moindre contribution en termes de proposition de développement alternatif alors que la région de Magog connaît un criant problème de chômage. La direction du nouveau parti peut pratiquer cet opportunisme à double volet en profitant à plein du fait que le parti est né sans plate-forme ni programme sauf une évidente sympathie envers le manifeste des dit solidaires — le seul lien sur le site web du parti — dont le sous-titre pourrait être « *un autre capitalisme est possible* ». D'un côté, la vague Déclaration votée au congrès de fondation permet à la direction tout à la fois d'imposer à la pièce une plate-forme de centre-gauche à relent social-libéral — on espère que ces prises de position ont au moins été débattues au sein du Conseil exécutif

national — et de l'autre de ne pas se compromettre programmatiquement dans les mobilisations de l'heure.

De dures et pertinentes critiques...

Plusieurs critiques ont souligné maintes défaillances congénitales de Québec solidaire. Le responsable québécois de Socialisme international (Si) parle de

« contours politiques délibérément flous [...] d'une démocratie plutôt formelle et ne rempliss[an]t pas la promesse de la formule convenue d'une politique faite 'autrement' [...] maintenue dans la structure de la Commission politique, sorte de comité d'experts nommés par le Comité de coordination national [au point que] devant les médias, Amir Khadir et François Saillant ont tous deux affirmé qu'on allait élire un chef d'ici aux prochaines élections et qu'ils allaient appuyer la candidature de Françoise David à ce poste... qui n'existe pas encore ! » (À Bâbord, avril-mai 2006, pages 16-17)

Trois dirigeants de Gauche socialiste (Gs), rompant enfin le silence a-critique de la section de la Quatrième Internationale depuis la fondation de l'UFP, sur un ton moralisateur (« *il faut... doit...* »), sans doute par souci pédagogique, critiquent les tendances bien visibles et dominantes dans la direction vers l'électoralisme, les alliances avec la petite-bourgeoisie nationaliste, la récupération des luttes populaires, le fédéralisme larvée, le bureaucratisme et le verticalisme en prescrivant qu' :

« Il faut faire la politique autrement et le nouveau parti de gauche doit chercher à permettre l'expression des luttes et de la résistance populaire dans le cours même des campagnes électorales. »

« ...il faut écarter toute perspective de soutien au Parti québécois et concevoir l'unité qu'il faut construire non pas avec le bloc national dirigé par le PQ, mais comme une vaste alliance syndicale, populaire, féministe et de jeunes autour d'un programme d'urgence pour un Québec solidaire. »

« ...le nouveau parti de gauche ne peut se contenter d'apporter son soutien solidaire aux luttes en cours. Il doit être partie prenante de la réévaluation de nos instruments de lutte, des stratégies, des politiques d'alliance et du programme... »

« Il ne peut se contenter de présenter l'indépendance comme un simple moyen pour résoudre des questions sociales qui seraient les seuls véritables enjeux. [...] un parti de gauche doit savoir offrir un débouché politique à la lutte nationale. »

« ...[il] doit se préoccuper de sa composition sociale, éviter d'être le véhicule de la formation d'une nouvelle élite politique, fut-elle de gauche... »

« Il doit également créer une vie interne qui bannit les comportements patriarcaux et permet la démocratie la plus large par le respect concret du pluralisme. »

(INPRECOR, mars-avril 2006, pages 25 et 26)

... noyées dans une analyse idyllique des luttes sociales

Cependant, ces critiques restent complètement aveugles à propos de la défaite majeure du prolétariat québécois en décembre 2005, soit à peine deux mois avant la fondation du nouveau parti, défaite qu'ils ne mentionnent même pas. Près d'un demi-million de syndiqués des secteurs publics et para-publics, soit environ 30% des syndiqués du Québec dont la population active est syndiquée à 40%, soit le plus haut taux en Amérique du Nord impérialiste, ont capitulé sans condition et sans riposte, contrairement aux enseignantes de la Colombie britannique, face à la loi spéciale du gouvernement Libéral. Rappelons que ces syndiquées, en majorité femmes, ont été historiquement la locomotive du mouvement syndical, particulièrement en pointe pour la lutte politique, qui lui-même l'est pour l'ensemble du mouvement social,

On présente plutôt le seul côté idyllique de la médaille :

« Dans la période politique qui a vu 80 000 personnes à Québec contre la ZLÉA en avril 2001, 200 000 à Montréal contre la guerre le 15 février 2003 et la plus grande grève étudiante de notre histoire, on se doit d'avoir un certain optimisme quant aux possibilités qui s'ouvrent avec la convergence de milliers de militantes et de militants pour un Québec solidaire. » (À Bâbord, avril-mai 2006, page 17)

« Pourtant, à partir du milieu de la décennie, on a pu noter une certaine remontée des luttes illustrée par la Marche du pain et des roses de 1995 puis les grèves et désobéissances civiles des étudiants et des infirmières. Un second souffle suit avec la mobilisation altermondialiste de la Marche mondiale des Femmes de l'an 2000 contre la pauvreté et la violence. Puis, ce sera le Sommet des Amériques à Québec, avec sa Marche des peuples (60 000 manifestants), qui mobilisera la majorité du mouvement social québécois contre la ZLÉA. [...] les mobilisations contre la mondialisation capitaliste, contre la guerre, contre les désastres écologiques actuels ou appréhendés, contre la privatisation dans l'éducation et la santé, contre l'endettement étudiant, pour la sécurité de l'emploi et contre la détérioration du pouvoir d'achat et les mobilisations des femmes pour l'équité ont été massives et soutenues. » (INPRECOR, mars-avril 2006, pages 23 et 25)

Même si les critiques de Gs temporisent cette marche triomphale en avouant que *« cette montée des luttes n'a pas produit de rupture importante entre les directions syndicales et sociales et le Parti québécois [...] et qu'elles se seront révélées jusqu'ici incapables de bloquer durablement l'offensive néolibérale et d'empêcher les restructurations »*, ils font l'impasse complète sur la défaite stratégique de décembre 2005 qui s'est prolongée au début de 2006 par celle crève-cœur des travailleuses en garderie sur l'équité salariale et par l'annulation du Forum social québécois prévu pour juin 2006 faute d'appui des organisations syndicales et populaires.

On pourrait ajouter que les lunettes roses de ces critiques les empêchent aussi de constater que si Québec solidaire a bien unifié l'essentiel de la gauche

partidaire québécoise, elle ne l'a pas pour autant fait pour l'ensemble de la gauche politique mouvementiste :

« Car il y a aussi une gauche politique qui s'investit dans des expériences de démocratie participative et dans des luttes de tous genres et qui ne se reconnaît pas dans le projet de Québec solidaire, sans pour autant le dénigrer. [...] Prétendre que toutes ces personnes ne font pas de politique parce qu'elles délaissent la scène électorale provinciale, c'est non seulement prétentieux mais cela témoigne également d'un crétinisme électoral qui ne serait pas à l'honneur du nouveau parti. » (Diane Lamoureux, À Bâbord, avril-mai 2006, page 18)

On peut se demander jusqu'à quel point est à gauche un parti dont la Déclaration par ailleurs « *extrêmement floue* » a un ordre d'exposition qui invite à définir le parti comme étant « *écologiste avant de se définir comme étant de gauche.* » Est-ce pour cette raison que ses porte-parole se collent aux luttes écologiques de l'heure mais ont complètement ignoré la lutte syndicale et féministe pour l'équité salariale dans les Centres de la petite enfance, n'émettant même pas un communiqué de presse d'appui alors que les porte-parole auraient pu au moins visiter quelques CPE lors de leur grève d'une heure par jour.

On peut même se demander jusqu'à quel point est sérieux le souverainisme utilitaire proclamé par la Déclaration de principes ? Curieusement, la direction de Québec solidaire se présente comme un parti « *provincial* » dans l'offre d'emploi affiché sur son site web :

« Québec solidaire est un parti politique provincial [sic] né de la fusion du mouvement politique Option citoyenne et du parti politique Union des Forces Progressistes, basé sur des valeurs écologiste, de gauche et féministe. »

Cette vision de la fondation de Québec solidaire comme résultante de la marche triomphale de la lutte sociale a comme corollaire des perspectives indûment optimistes sur la caractérisation politique du parti :

« Ces mobilisations ont été porteuses d'aspirations unitaires et de la volonté de définir un Québec solidaire et ont permis à la gauche politique de dépasser sa dispersion, de s'unifier et d'offrir une alternative unitaire pour un Québec indépendant et égalitaire. » (INPRECOR, mars-avril 2006, page 25)

« La gauche québécoise a enfin un vrai parti. » (À Bâbord, avril-mai 2006, page 16)

Un jugement plus sobre, tenant compte des critiques pertinentes des dirigeants de ces deux organisations marxistes-révolutionnaires et tenant compte de la conjoncture de défaite sévère de la lutte sociale dont la direction de Québec solidaire n'a fait aucun bilan ni non plus les critiques de Si et de Gs, amènerait à diagnostiquer la naissance d'un parti social-démocrate en voie de social-libéralisation sous réserve de son dynamisme jouvenceau qui le rend perméable à un retournement de la lutte sociale et à un travail concerté de la petite gauche anticapitaliste en son sein. Ceci dit, il n'est même pas prouvé que Québec solidaire soit plus perméable que ne l'est le NPD qui été un moment ébranlé par

le défunt et éphémère NPI, organisation politique altermondialiste, qui avait réussi à récolter 40% du vote lors d'un congrès pan-canadien du NPD.

L'envers de la médaille de la genèse de Québec solidaire

Selon l'article des trois dirigeants de Gs, lors des dernières élections nationales en 2003,

« [u]n collectif de 22 femmes et hommes (dont Françoise David, qui fut la porte-parole de la Marche mondial des femmes) organise une grande campagne d'éducation populaire pour encourager la population à se renseigner sur les programmes des partis et à développer une analyse critique. C'est la naissance de « D'abord Solidaires ». (INPRECOR, mars-avril 2006, page 24)

Or l'éducation populaire de « D'abord Solidaires », dont sortira Option Citoyenne, n'était pas neutre mais visait à battre l'ADQ, alors force montante, ce qui signifiait nécessairement voter pour le PQ sortant, que justement la majorité de la population voulait sortir du pouvoir tant avaient été drastiques ses politiques néolibérales, et même voter pour les Libéraux si c'était la seule façon de battre l'ADQ. Rien n'indique que la « chef » pressentie par ses collègues Amir Khadir et François Saillant n'ait changé d'idée sur le vote stratégique. Au contraire, cela revient comme un leitmotiv dans plusieurs de ses interventions dont celle à Gatineau lors du 8 mars organisé par la CSN.

Quant à l'analyse de la genèse de l'Union des forces progressistes faite par Gs, elle ignore complètement la dure lutte de tendances entre d'une part une partie de la direction du Parti de la démocratie socialiste et la majorité des « sans parti » regroupés dans les « UFP locales », qui prônaient une UFP unitaire et pluraliste fondée rapidement sur la base d'une plate-forme antinéolibérale et indépendantiste construite par un processus participatif de bas en haut, versus la coalition RAP-PCQ qui proposait une coalition sur la base d'une plate-forme sociale-libérale, refusant le rejet de la ZLÉA et la sortie de l'ALÉNA et même de l'OTAN, concoctée entre états-majors quitte à créer un quatrième parti pour les sans-parti afin qu'ils aient aussi leur état-major pour négocier !

Si la tendance antinéolibérale l'a finalement emporté ce n'était pas parce qu'elle était particulièrement forte à l'interne mais parce qu'elle a pu s'appuyer sur « l'esprit de Mercier » que les auteurs de l'article d'INPRECOR n'ont manifestement pas compris même s'ils en ont fait un sous-titre. L'esprit de Mercier résultait essentiellement du fait que cette élection partielle dans le comté le plus à gauche du Québec coïncidait avec l'imposante mobilisation anti-ZLÉA lors du Sommet des Amériques en avril 2001 à Québec, rapport essentiel que les auteurs de Gs ignorent.

La bureaucratie syndicale de gauche à la tête du RAP/PCQ, qui voulait ajuster l'orientation de la future UFP au gabarit des directions syndicales, a dû momentanément reculer devant l'impétuosité de la lutte de classe. Il lui a fallu

quelques mois après la fondation du parti pour reprendre la direction effective du parti au groupe de jeunes anticapitalistes que le congrès de fondation avait élu. Ensuite, cette bureaucratie naissante fut rejointe et renforcée par deux dirigeants de Gs, qui entre-temps avait fait un virage à 180 degrés, et celui du PCQ.

La suite des choses a été une progressive verticalisation de l'UFP où d'abord on a tendu la main au PQ, sans succès, pour un partage des comités lors de l'élection de 2003, puis ce fut la mise sur pied d'un « comité politique » anti-statutaire relevant de l'exécutif national qui s'est emparé de la plate-forme pour lui enlever son caractère acéré, entre autre la revendication d'un réinvestissement immédiat de 10 milliards \$ pour combler le déficit social, et pour la noyer dans le verbiage, enlevant ainsi à la plate-forme son « punch » initial.

Vint ensuite le refus antidémocratique de construire une campagne d'éducation pour préparer une grève générale privée-publique et celui de construire des comités syndical/populaire et internationaliste malgré un vote en ce sens par le Conseil de l'Union puis, *last but not least*, le processus ultra-vertical de fusion avec Option citoyenne comme la direction du RAP/PCQ avait voulu le faire pour fonder l'UFP. Le cercle était bouclé, l'épisode antinéo-libéral était clos. Même l'indépendantisme s'en sortait amoché en souverainisme queue de veau du social-libéralisme, miroir inversé de l'étapisme péquiste.

Comme chant du cygne, l'exécutif de l'UFP a tenté de régler son compte aux deux tendances anticapitalistes qui n'avaient cessé de critiquer le tournant social-libéral et verticaliste de la direction. Comme le noyau dur de ces deux petites tendances, Québec socialiste et Socialisme international, se trouvaient en Outaouais, l'exécutif national n'a pas hésité à réadmettre dans le parti un violent impénitent que l'assemblée générale de l'Outaouais avait expulsé, cela sans même en avertir la coordination régionale. Toute une performance pour ces champions de la lutte contre la « *violence écrite et verbale* » — lire pour intimider la dissidence — et de la démocratie participative.

Ayant compris qu'il avait l'appui d'en haut, et présumant aussi celle de la direction du nouveau parti, à tort espérons-le, cet agresseur, soutenu par l'ex porte-parole femme nationale de l'UFP, a fait un retour en force pour accomplir sa mission implicite de paralyser la région outaouaise dans le but de discréditer et, si possible, d'éliminer de la direction régionale les militants et militantes de ces deux collectifs anticapitalistes.

Un parti fondé sur le refus de la lutte sociale

L'acte de naissance d'Option citoyenne fut l'insultant 10¢ de hausse du salaire minimum comme réponse du gouvernement péquiste au volet québécois de la Marche mondiale des femmes de l'an 2000. Cette Marche avait énormément popularisé la revendication d'une hausse du salaire minimum à 8.50\$ l'heure.

Cette revendication avait la qualité d'être d'abord simple, concrète et immédiatement compréhensible. Elle était aussi très rassembleuse car elle ralliait à la fois les femmes, les couches pauvres du prolétariat généralement non syndiquées mais très présentes dans les groupes populaires et le mouvement syndical pour lequel le salaire minimum est un salaire plancher pour ses propres revendications salariales. *Last but not least*, elle était nettement antinéo-libérale car elle était complètement inacceptable dans un cadre de libre-échange, ce dont les dirigeantes de la Marche n'étaient peut-être pas tout à fait conscientes parce que soi-disant une grande partie des petits salariées sont employées dans les services non exportables... comme si l'économie n'était pas un vaste vase communicant.

Nul doute que c'est cette dernière caractéristique qui explique l'intransigeance d'alors du gouvernement péquiste malgré l'immense popularité de cette revendication. N'ayant pas compris la raison du refus du PQ, la direction de la Marche en conclura que le problème était essentiellement le sexisme et le mépris des pauvres du PQ, partagés bien sûr par les autres partis parlementaires. Presto, les dirigeantes en déduirent que la mise sur pied d'un parti féministe et anti-pauvreté, ou peut-être une telle menace ce qui explique quelques tergiversations, réglerait le problème. Une lecture antinéo-libérale n'aurait pas infirmé cette conclusion mais aurait donné la priorité à la continuation de la construction du rapport de forces « dans la rue » dans le cadre duquel le parti aurait été construit. On abandonna plutôt très rapidement la rue alors que les conditions avaient pourtant été créées pour un front large objectivement antinéo-libéral. On lui substitua un long processus pour créer une organisation de facto électoraliste, parce qu'elle abandonnait la rue, démarche qui en plus faisait fi du processus d'unification de la gauche politique.

Comme on l'a vu, l'UFP évoluait dans la même direction. Précisons. La direction de l'UFP, tout comme celle d'Option citoyenne, a délibérément passé à côté de la lutte des secteurs publics et para-publics. On courtisait plutôt les directions syndicales dont on veut l'appui, ce qui implique qu'on ne les critique pas même si leur refus de préparer la grève générale du secteur public sous prétexte d'éviter la loi spéciale menait tout droit dans le mur de la capitulation. Ce faisant, les directions de l'UFP/OC ont cautionné la traditionnelle division du travail social-démocrate entre le parti, qui s'occupe essentiellement d'élections, et les directions syndicales/populaires des luttes sociales, idéalement les uns appuyant les autres mais ne se mêlant pas de leurs affaires respectives. Ce qui peut paraître sage ne l'est plus quand les directions syndicales — ce pourrait être le contraire — trahissent la volonté de leurs bases qui avaient démontré à plusieurs reprises qu'elles étaient prêtes au combat. Il faut alors passer à la critique et à la proposition d'alternatives, ce qui est plus efficace quand le parti a des bases dans les syndicats et les groupes populaires mais qui ne peut excuser une politique du silence.

Une telle défaite sans combat aurait pu mener à une profonde démoralisation populaire, ce qui aurait renforcé les partis néolibéraux. Tel aurait sans doute été le cas dans les années 80 au moment du triomphe de la « pensée unique ». Rappelons-nous les défaites des syndicats des mines de charbon et des aiguilleurs du ciel respectivement en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis qui ont tous deux marqué le début de l'ère néolibérale. Aujourd'hui, le discrédit généralisé du néolibéralisme fait plutôt que les défaites, même sévères, renforcent les partis qui ne se sont pas trop compromis avec le néolibéralisme. Comme les partis de l'alternance se sont en général déjà compromis depuis le temps que les politiques néolibérales se sont imposées, ils perdent peu ou prou la capacité de récupérer le vote antinéo-libéral surtout si leur mue dans l'opposition manque de crédibilité à force de compromissions, ce qui est le cas du PQ. Plus intéressant sont les partis issus directement des luttes victorieuses, du moins partiellement, comme le MAS bolivien (ou dans un tout autre contexte, le PQ de 1976), ce qui ne signifie pas nécessairement qu'ils délivreront la marchandise, même s'ils sont contraints, du moins au début, à lâcher des morceaux.

Québec solidaire a bien reçu son élan initial d'une montée des luttes (la marche triomphale de nos auteurs), respectivement la Marche des femmes pour Option citoyenne et la lutte anti-ZLÉA pour l'UFP. Puis chaque organisation s'est consolidée en abandonnant le terrain des luttes, respectivement celle potentielle pour la hausse du salaire minimum et celle très réelle et cruciale du secteur public et para-public. Finalement, le nouveau parti s'est fondé sur un fond d'air de défaite sans combat du mouvement syndical dont il est la réponse électoraliste. Bien entendu, comme on l'a dit, ce jeune parti plein d'enthousiasme est malléable à un changement de conjoncture en autant qu'il y est en son sein des forces capables de saisir la balle au bond.

Cachez ces défaites...

L'analyste du groupe ontarien Socialist Project, peut-être parce qu'analysant la réalité de loin ce qui lui permet de mieux saisir les lignes de forces mais beaucoup moins bien les facteurs sous-jacents, prend en compte le rapport entre la défaite stratégique du syndicalisme québécois et le nouveau parti mais, plus encore que les critiques marxistes-révolutionnaires de l'intérieur, il s'est laissé impressionner par le congrès de fondation au point de suggérer une dynamique anticapitaliste à Québec solidaire. Il en déduit la grande difficulté qu'aura le nouveau parti dans la prochaine période, ce qui est certainement vrai en termes anticapitalistes. Il ne saisit pas, toutefois, la dialectique électoralisme/défaite sur fond de rejet populaire du néolibéralisme, la même qu'au Canada anglais qui vaut au NPD une remontée électorale.

« ...the Charest government has forged ahead, not hesitating to impose a draconian settlement on restive public-sector workers late last year. With this

defeat, the long wave of social protest against the Charest government has now likely come to an end. »

« So – though with a less radical profile than their counterparts abroad, and with very limited labour involvement – it appears that, for the time being at least, the founders of Québec solidaire have overcome a big hurdle facing the critical left in a number of countries. »

«... it is probable that the new party will be pushed into the margins by media and public opinion. [...] it will find it very difficult to sustain the activist component of its overall strategy in a morose and socially passive pre-election setting. »

(Relay, March-April 2006, pages 18-19)

Malgré qu'il n'ait pas saisi la dynamique électoraliste du nouveau parti — jusqu'à dire que ses statuts sont anti-électoralistes ! — Nathan Rao a quand même tenté de saisir la dialectique parti/lutte sociale dans laquelle le nouveau parti s'est fondé. Pourquoi les analystes québécois de Si, À Babord et Gs, dont celle d'International Viewpoint qui reprend l'historique d'INPRECOR mais sans les critiques, ont-ils tous complètement ignoré la défaite stratégique de décembre 2005 ?

Il y a des raisons spécifiques à Gs et à Si qui expliquent ce point aveugle. On passe rapidement sur le PCQ dont l'appui non-critique aux directions « progressistes » est une application bien connue de la stratégie des Fronts populaires dont le prolétariat est l'engin mais jamais la direction effective et toujours le dindon, parfois tragique, de la farce. On remarquera que la politique de Gs durant la période UFP a coïncidé pratiquement avec celle du PCQ.

Si Gs admettait l'évolution tendancielle sociale-libérale de l'UFP, il faudrait qu'il passe de la critique à l'autocritique puisqu'il en a été une des forces non négligeables. Il a en effet contribué à cette contre-évolution tant par son zèle organisationnel non contrebalancé par une critique systématique — en fait une politique du silence quasi absolu — que par un appui au courant électoraliste dans son combat contre les courants anticapitalistes. On saluera son nouveau cours critique maintenant qu'elle est beaucoup moins présente dans la direction du nouveau parti et on espérera qu'elle contribuera à l'unité des anticapitalistes. Pour cela, cependant, il faudra que sa redécouverte de la critique aille jusqu'au bout.

Socialisme international n'a certainement pas participé au même opportunisme. Avec Québec socialiste, il a gardé vivante la tendance anticapitaliste en proposant des alternatives au cours tendanciel social-libéral dont certaines furent approuvées en Conseil de l'Union mais dont l'application a ensuite été bloquée par un verticalisme en rapide développement. Pourquoi alors ce point aveugle ? Pourquoi aussi plusieurs hésitations en cours de route dont ce refus de s'associer ouvertement à Québec socialiste au moment du congrès de fondation pour proposer des statuts plus conformes à la démocratie participative ? Il faut fouiller la tradition politique du courant Socialisme international pour comprendre,

en particulier celle de son parti-phare, le SWP britannique, de loin la plus importante organisation de gauche d'Angleterre.

Ce courant international vise d'abord l'auto-construction de sa propre organisation autour de la diffusion de son journal particulièrement dans la jeunesse sur la base de sa participation à des fronts de lutte dont le front électoral qui en est un type plus élaboré. Par exemple, le SWP britannique est au cœur de la coalition contre la guerre en Iraq, fort importante en Angleterre, tout comme il l'est dans « Respect », ce parti qui a fait élire un député anti-guerre au parlement britannique. Cependant, Respect, qu'il voit comme une coalition, n'est pas le véhicule de sa participation dans les fronts de lutte. On peut donc comprendre que ce découplage organisationnel parti/fronts amène à relativiser le découplage élections/luttes sociales, donc de les considérer indépendamment l'un de l'autre, à sous-estimer leur dialectique.

On peut aussi faire l'hypothèse que la branche québécoise de Si, sans aller jusqu'à cette dichotomie à cause de sa petite taille, est plus fataliste face à l'électoratisme du nouveau parti qu'elle peut compenser en allant militer ailleurs tout en maintenant son propre encadrement politique. Ce n'est pas un hasard que la principale préoccupation de Si soit l'apparition électorale de Québec solidaire contre la possibilité d'un arrangement électoral avec le PQ. C'est là certes un débat tactique important qui peut ouvrir la porte sur le débat de fond à propos du type de parti à construire et de son programme, mais qui peut aussi s'enliser dans la seule critique du PQ qui est aussi, bien sûr, nécessaire. On se demande même si Si ne serait pas quelque peu réticent à un parti de la rue conséquent car il mettrait à mal son apparition sur ses propres bases comme le montre le syndrome des deux chapeaux à chaque manifestation où Québec solidaire a un cortège..

La culture du consensus

Ces facteurs spécifiques révèlent cependant des facteurs plus généraux. Le monde a soif d'espoir tant menace une crise généralisée du néolibéralisme guerrier, marquée par la combinaison des déficits étasuniens et le danger d'une guerre généralisée au Moyen-Orient, sur fond d'une crise écologique appréhendée due à une rupture climatologique causée par l'effet de serre ou due à une catastrophe nucléaire. Le hiatus est tellement béant entre ces crises, perçues comme imminentes, et l'incapacité des peuples à renverser les forces néolibérales au pouvoir, malgré la généralisation du rejet du néolibéralisme, alors qu'il faudrait un tournant radical pour éviter les catastrophes à l'horizon, que l'émergence de tout courant contraire quelque peu significatif, de la révolution bolivarienne au niveau mondial à Québec solidaire chez nous, provoque un effet d'aveuglement quant à l'analyse des dynamiques en cour.

S'ajoute en Amérique du Nord impérialiste, la faiblesse des gauches antinolibérale et anticapitaliste historiquement frustrées par la marginalité propagandiste. S'ajoute, au Québec, la dure prise de conscience, encore diffuse, de l'échec de la stratégie étapiste du souverainisme nationaliste et de son outil, le PQ. Comme si tous ces facteurs ne suffisaient pas, l'absence historique d'une expérience social-démocrate partidaire, même sociale-libéralisée — une rareté chez les nations impérialistes que partagent aussi les ÉU et l'Irlande — amène à bien des confusions et à beaucoup d'illusion. Pourtant, comme le soulignent les rédacteurs d'À bâbord, « *de la 'gauche plurielle' française au Parti des travailleurs brésilien en passant par les 'socialistes' chiliens, combien de déceptions et d'espoirs trahis* » (page 16, avril-mai 2006).

L'ensemble de ces facteurs a produit une très forte culture du consensus au sein des « progressistes » québécois laquelle paralyse le débat politique. Déjà présente dans le mouvement altermondialiste mondial, cette culture est démultipliée au Québec par ce sentiment d'échec du nationalisme qui alourdit la défaite historique de la lutte de libération nationale depuis le soulèvement écrasé de 1837-38 et répétée maintes fois depuis. Cette frustration jamais résolue est d'autant plus amère que, laissant la direction politique de cette lutte à la petite bourgeoisie, le peuple québécois a jusqu'ici raté sa tâche historique de construire son parti ouvrier de masse. Cet héritage est tellement lourd qu'il explique peut-être la force relative du mouvement féministe québécois, y compris dans Québec solidaire, face à des hommes qui ont raté ce qui était reconnu comme leurs tâches historiques (et peut-être aussi le haut taux de suicide des hommes québécois).

Ce problème de profonde oppression nationale jamais résolu combiné à un apparent cul-de-sac de la crise de survie de l'humanité et à l'insignifiance de la gauche politique jusqu'ici a créé un sentiment d'intolérance envers tout empêchement de tourner en rond prétendant démontrer que l'empereur est nu quand une apparente solution mal ficelée fait son apparition. Est-ce d'ailleurs un hasard que les courants anticapitalistes critiques au sein du nouveau parti aient leur noyau dirigeant dans une région frontière plus ouverte à des courants outre-Outaouais ?

Dynamique électoraliste ou libératrice

S'il y a un point de comparaison pour jauger la dynamique québécoise, c'est bien la dynamique latino-américaine, mondialement la plus à gauche peut-être à cause de la ténacité cubaine qui a su y maintenir crédible l'alternative anticapitaliste malgré de sérieuses failles démocratiques. D'un côté, on trouve le Chili, le Brésil, l'Uruguay et l'Argentine où le processus électoral s'est substitué à la lutte sociale. En contre-partie de ces victoires de l'électoralisme sur les mouvements sociaux, on trouve le Venezuela et peut-être la Bolivie où lutte

sociale et processus électoral/constitutionnel avancent dans une course à relais qui n'a pas encore abouti. Peut-être peut-on situer les expériences équatorienne et péruvienne quelque part entre ces deux modèles de dynamique.

Les pays du cône sud de l'Amérique du Sud ont tous connu de dures dictatures militaires qui avaient démolé la gauche anticapitaliste laquelle n'est pas encore parvenue à se reconstruire en force hégémonique de la gauche. Quand le mouvement social fut assez fort pour renvoyer dans les casernes ces régimes discrédités dont on oublia momentanément les crimes, s'y substituèrent des régimes néolibéraux populistes ou sociaux-libéraux. Quand de nouveau les peuples se re-mobilisèrent contre de dévastatrices politiques néolibérales, jusqu'à créer en Argentine une situation pré-révolutionnaire, la gauche politique anticapitaliste ne fut pas au rendez-vous. La remplaça, au Brésil, un ersatz de parti anticapitaliste, en Argentine, un populisme social-libéral, en Uruguay, une grande coalition sociale-libérale, au Chili, un face-lift féministe sur les mêmes oripeaux, ces quatre fausses solutions pouvant encore faire illusion grâce à un néolibéralisme guerrier toujours capable de croissance mais incapable cependant d'empêcher l'affaiblissement du gendarme du système en faveur d'une résurgence des capitalismes nationaux.

Même vis-à-vis la révolution bolivarienne, le fer de lance de l'espoir des peuples, s'il faut bien distinguer le caractère nettement anti-impérialiste et antinéolibéral du gouvernement vénézuélien, et sans doute aussi du gouvernement bolivien, par rapport au nationalisme néolibéral et pro-impérialiste du gouvernement brésilien, il ne faut pas tomber dans le piège de l'appui ferme mais non critique. Selon Orlando Chirino, coordinateur national de l'Union nationale des travailleurs du Venezuela, la nouvelle centrale ouvrière issue de la résistance à la « grève » du pétrole patronale-syndicale de décembre 2002-janvier 2003, même au Forum social de Caracas, « *il y a eu une certaine crainte de la part du comité organisateur et d'un secteur du gouvernement par rapport à la perspective d'ouvrir plus largement le forum.* » d'où « *une faible participation des organisations du Venezuela* ». Même « *la participation massive de la population vénézuélienne a aussi fait défaut.* »

C'est là le signe de sérieux problèmes démocratiques même si « *par rapport aux gouvernements antérieurs, le gouvernement bolivarien est profondément démocratique et c'est le plus progressiste de tous.* » :

« D'abord, le processus de bureaucratisation croissante que connaît le pays et les pratiques antisyndicales. En second lieu, la corruption, et, en troisième lieu, la position conservatrice de certains ministres, maires ou gouverneurs. [...] La base exige plus de participation et la fin de la « dedocracia (littéralement 'doigtcratie' c'est-à-dire verticalisme et absence de démocratie interne) ».

« Mais le gouvernement a commencé à freiner le processus cogestionnaire, surtout dans le secteur pétrolier et électrique, arguant qu'il s'agit de secteurs stratégiques qui risquent de rester entre les mains de la droite si on y applique la cogestion. Nous autres, nous avons une vision différente. Durant la dernière

grève patronale et le sabotage pétrolier (en décembre 2002 et janvier 2003), les travailleurs ont montré qu'ils sont capables de déjouer les plans impérialistes et de se mettre à produire afin de garantir l'approvisionnement du pays en énergie. »

Ces problèmes s'expliquent en dernière analyse parce que :

« ...nous sommes encore dans un cadre capitaliste où la propriété privée est respectée et où la majorité des moyens de production restent entre des mains privées, comme c'est le cas des grandes banques qui gagnent des sommes fabuleuses grâce à une gestion financière spéculative. »

de sorte que

« la majorité des coopératives du pays sont engagées dans ce type de relation, où 4 ou 5 personnes sont les patrons de la coopérative et engagent des personnes pour un temps limité, avec de bas salaires et sans droit syndical : ce sont comme de « petites entreprises »... C'est une contradiction évidente avec le discours du gouvernement sur la construction du socialisme. » (INPRECOR, mars-avril 2006, pages 29 et 31)

Quant au nouveau gouvernement bolivien du MAS, si « *Morales s'est clairement distingué de Lula da Silva [Brésil] comme de Tabaré Vazquez [Uruguay], »* son vice-président, « *déjà théoricien du 'capitalisme andin-amazonien' [...] semble faire de la négociation permanente avec les secteurs sociaux de droite boliviens un des critères de la construction d'une 'nouvelle Bolivie' »*. Il s'ensuit que

« ...la nationalisation des hydrocarbures, oscill[e] systématiquement entre radicalité et modération [et que] la Loi de convocation à l'élection de l'Assemblée constituante, [...] semble à première vue insatisfaisante comparée avec les exigences des mouvements sociaux : pas de représentation ni des organisations indigènes, ni des organisations syndicales... »

La très spectaculaire « nationalisation » du premier mai, « sans la confiscation et sans l'expulsion... » de dire le ministres des hydrocarbures, n'est rien d'autre que l'établissement d'un rapport de forces pour forcer les transnationales à renégocier leurs très avantageux contrats, ce qui bien sûr doit être fortement appuyé, pour se conformer au jugement de la Cour suprême bolivienne d'avant le gouvernement Morales et nullement pour annuler de la privatisation des années 90 car les transnationales ne perdront pas la propriété de leurs actifs même si elle perdent la propriété des hydrocarbures extraits, raffinés et transportés. Cette pseudo-nationalisation n'a pour but que de faire semblant de donner satisfaction à la revendication essentielle des mouvements sociaux auxquels le MAS doit son élection.

Cette relation ne manque d'ailleurs pas d'être fort troublante à propos de cette autre revendication essentielle qu'est la convocation de l'Assemblée constituante :

« ...il est frappant de constater que la direction du MAS a refusé, après l'avoir envisagé, de recourir aux mobilisations pour faire pression sur cette même droite au sein du Congrès [...] la prétention existant au sein du MAS de soumettre les mouvements sociaux à l'action du gouvernement, comme l'a suggéré [le vice-président] » (INPRECOR, Hervé do Alto, mars-avril 2006, pages 27-28)

Cette contradiction entre le caractère anti-impérialiste et antinéolibéral des ces deux gouvernements, qui les ont mené à s'unir avec le gouvernement cubain dans un traité commercial des peuples au contour indéfini et à nationaliser la production d'hydrocarbures mais non leur transformation, et leur volonté de maintenir les rapports de productions capitalistes expriment une dialectique gouvernements/mouvements sociaux inachevée mais tendant vers le socialisme comme l'indiquent le slogan « Socialisme du XXI^è siècle » du premier et le nom partidaire (Mouvement vers le socialisme) du second quoique que dise son vice-président.

Au Venezuela, ce fut d'abord le peuple qui s'est soulevé massivement contre les « politiques d'ajustement structurel » imposées par le FMI et relayées par le gouvernement. Ce soulèvement fut prolongé par une tentative de coup d'état des officiers progressistes menée par Chavez ce qui lui valu l'emprisonnement. Ainsi auréolé, celui-ci a gagné les élections présidentielles sur une base populiste/nationaliste contre les candidats des partis traditionnels discrédités. Pour consolider son pouvoir, son régime a mené un processus de profond renouvellement constitutionnel combiné à un renforcement de l'OPEP, ce qui n'a pas changé la vie mais qui a été suffisant pour provoquer la colère de l'impérialisme étasunien. C'est la mobilisation massive contre la tentative de coup d'état de la bourgeoisie vénézuélienne soutenue par Washington puis contre la « grève » patronale/syndicale du pétrole, combinée à la hausse du prix du pétrole suite à la guerre contre l'Iraq, qui a relancé en avant la « révolution bolivarienne » tout en lui en a donnant les moyens. Cependant, cette dialectique fait maintenant du sur place même si elle tend à s'étendre à la Bolivie et peut-être demain au Pérou.

Moins développé et jouissant de moins de moyens même si la Bolivie détient les secondes réserves en hydrocarbures en Amérique latine après le Venezuela, le processus bolivien a lui aussi été amorcé par une révolte populaire contre un autre volet du néolibéralisme soit les privatisations, particulièrement celle de l'eau puis celle des hydrocarbures. Le MAS, un amalgame parti/mouvement, a été partie prenante de ce processus en tant que son aile modérée mais obligée de se laisser entraîner par la dynamique du mouvement au risque d'être rejeté dans l'opposition. C'est parce que la mobilisation populaire n'a pas abouti en un gouvernement ouvrier/paysan sur la base de la nationalisation des hydrocarbures et des autres ressource naturelles, à cause certes de la pression impérialiste et de celle des puissants voisins de la Bolivie dont le Brésil mais aussi de la division et surtout de l'immaturité politique des directions radicales du mouvement, que le MAS, grâce à l'*électoralisation* de la lutte, a pu en reprendre l'hégémonie. C'est l'affaiblissement du mouvement social qui permet au MAS

d'imiter la réforme constitutionnelle de la révolution bolivarienne tout en la contrôlant par en haut. Reste que pour contrôler ce mouvement, il lui faut hausser les dépenses sociales, ce qui requiert une part plus grande des revenus des hydrocarbures.

Jusqu'ici la révolution bolivarienne a pu progresser grâce au relais urnes/rue car à chaque étape le risque d'enlèvement électoraliste, et plus généralement institutionnel, a été évité par une provocation des classes dominantes encouragées par l'impérialisme qui au lieu d'écraser le mouvement l'a plutôt poussé à se hisser vers de nouveaux sommets tant l'antinéolibéralisme s'était développé à la base. Paradoxalement, c'est ce manque de contre-offensive réactionnaire, et de son corollaire le retour de la « realpolitik » cette fois-ci vis-à-vis non pas les dictatures d'antan mais vis-à-vis les régimes de centre-gauche et, de gauche car l'enlèvement irakien et afghan enlève à l'impérialisme sa superbe et ses moyens, qui fige les rapports de forces. Certes, ceux-ci ont évolué en faveur des peuples mais pas au point, comme on l'a vu, de créer une dynamique autonome vers le socialisme faute de construction d'un parti révolutionnaire de masse capable de fusionner luttes politiques et luttes sociales grâce à une stratégie de conquête du pouvoir sur la base d'un programme anticapitaliste. Ce qui donne le temps aux forces bourgeoises et bureaucratiques, durement secouées, de se regrouper, souvent en prétendant reconstruire un capitalisme national, en apparence anti-impérialiste, qui ne peut être autre chose cependant qu'un partage plus avantageux du marché mondial au détriment de l'impérialisme. Reste aux forces de gauche de faire de même tant sur les terrains social que politique pour la prochaine épreuve de force.

De l'électoralisme au verticalisme et vice-versa

Le parallélisme entre l'électoralisme de Québec solidaire et ceux du PT brésilien ou du PS français s'étend aussi au verticalisme. Par exemple, la direction du PT brésilien, drapée dans le vedettariat à la Lula, a complètement ignoré les résolutions de son assemblée générale pré-électorale qui réaffirmait le caractère anticapitaliste de son programme même édulcoré. Elle a tout renié en faisant alliance avec le principal parti de la bourgeoisie ce qui inéluctablement l'a menée à capituler face à l'impérialisme en garantissant le respect des conditions du FMI dont le remboursement de la très importante dette extérieure du Brésil. La volonté de se faire élire à tout prix a imposé le verticalisme. Puis, en réaction aux trois députés et de la sénatrice du PT restés fidèles au programme démocratiquement voté, ce qui les a mené à voter contre les lois néolibérales du gouvernement du PT qui découlait de son électoralisme, la direction les a expulsés les obligeant, avec bien d'autres déçus du PT, à reconstruire un parti anticapitaliste et démocratique, le PSOL.

Le verticalisme, et son corollaire, le vedettariat, dans Québec solidaire étaient patents dès le congrès de fondation. La nouvelle direction a d'abord empêché

l'organisation d'une commission environnementale qui aurait été trop autonome de sa Commission politique elle-même devant être contrôlée par le Conseil exécutif national (CEN). Le nouveau CEN a ensuite dû manœuvrer pour récupérer ce contrôle crucial que le Congrès lui a enlevé au bénéfice du Conseil national (CN) en invoquant un pseudo vide organisationnel entre le Congrès et le premier CN retardé jusqu'à la fin mai. Ainsi, le CEN se donnait le temps de mettre en place tant un système de contrôle de la Commission politique ainsi qu'un processus de construction de la plate-forme qui relègue à la marge la participation des instances locales et régionales.

À cette excuse de vide organisationnel, alors qu'il aurait été possible d'appeler les mille membres présents au congrès à constituer immédiatement dans les régions et circonscriptions des comités plate-forme de sorte à commencer un travail de déblayage qui aurait pu trouver un premier aboutissement sur un forum Internet thématique, comme celui qu'avait auparavant Option citoyenne, et dont les déléguées auraient pu se réunir avant le premier CN pour y présenter un rapport, le document de CEN pour le CN de mai ajoute les excuses de manque de temps, d'immaturation de la base du parti qu'on invite à se concentrer uniquement sur l'organisation, et d'amateurisme de rêveurs :

« Mais soulignons d'entrée de jeu que nous avons un problème important. Un problème de temps. [...] »

« ...il est socialement beaucoup plus gratifiant de se mobiliser pour discuter de grandes idées, que de travailler modestement à construire une association locale bien structurée et bien financée. [...] »

« Il y a aussi les problèmes inhérents à cette implacable logique de l'entonnoir qui consiste à transformer des rêves en aspirations. Et ces dernières en propositions politiques claires, documentées, réalisables, chiffrées et crédibles. »

Pareil mépris des militants et des militantes serait justifié parce *« [n]ous ne sommes déjà plus un groupuscule ou un groupe de pression idéologique [et qu'il ne faut pas] désert[er] la scène politique pour élaborer paisiblement, derrière des portes closes, un programme complet et détaillé... »*. Il nous faut donc *« penser en termes de projet gouvernemental immédiatement réalisable dans le cadre actuel c'est-à-dire provincial et néolibéral [...] durant les 1000 premiers jours d'un gouvernement solidaire. »*

« À titre d'exemple, nous pouvons proposer une hausse importante et immédiate du salaire minimum et des vacances payées, mais nous devons aussi nous engager à ouvrir un très large débat public sur le travail, sa rémunération, sa précarisation dans notre société incluant la notion de revenu minimum, la conciliation travail-famille et la réduction de la durée du travail. »

« Autre exemple : nous pouvons nous engager à voter une loi pour résorber progressivement le travail précaire dans les secteurs public et parapublic, mais en liant soigneusement cette disposition aux travaux d'un gigantesque chantier de réforme de la fiscalité. »

Il serait donc irréaliste d'avancer des propositions précises sur la durée du travail, par exemple pour une semaine de 35 heures sans baisse de salaire avec emploi compensatoire. Il serait irréaliste de demander les mêmes congés parentaux qu'en Suède. Il serait irréaliste de demander un barème plancher équivalent à la pension de sécurité de vieillesse du fédéral plus son supplément de revenu garanti pour ceux et celles qui n'ont pas d'autres revenus, c'est-à-dire un peu plus de 1 000\$ indexé par mois. Il serait irréaliste de réclamer la disparition du travail précaire dans les secteurs publics et parapublics. On s'imagine ce qui en serait dans le privé, on s'imagine ce qui en serait de l'interdiction de congédiements et de fermetures par des entreprises rentables. *Last but not least*, il serait irréaliste d'exiger dès maintenant un réinvestissement d'au moins 10 milliards \$ dans les services publics et les programmes sociaux soit un retour, en termes de ratio du PIB, à moins que la situation de 1994.

Comme l'admet fièrement le document du CEN : « *Gérer ? Oui. Il faut déjà commencer à entrouvrir cette porte en faisant notre petite révolution.* » Tout est dit dans cet aveu de capitulation au social-libéralisme. Oui, il faut être « réaliste »... du point de vue des besoins immédiats des classes populaires. Statistique Canada nous dit que le seuil de faible revenu après impôt pour une personne seule dans une région métropolitaine était de 17 200 \$ en 2005 (20 800 \$ avant impôts). Un salaire minimum de 10\$ l'heure donne un revenu annuel brut de... 20 800 \$ sur une base irréaliste de 40 heures par semaine. C'est réalistement trop peu d'autant plus que le travail capitaliste étant aliénant, il faut garder un écart significatif entre le barème plancher et le salaire minimum. Un salaire minimum indexé de 12\$ l'heure commencerait à être réaliste.

Il ne faut pas donc pas s'étonner que le CEN propose un processus à la sauvette de construction de la plate-forme qui doit se terminer à la fin novembre, alors qu'un plan B en cas d'élections automnales très peu probables aurait été possible, processus qui en plus n'implique les instances locales et régionales qu'à partir de la deuxième moitié d'octobre. Tout sera décidé par une Commission politique dont les responsables thématiques seront nommés *avant* le CN de mai, peuplés par des volontaires qui devaient se faire connaître au plus tard un mois aussi *avant* le premier CN. Inutile de dire qu'on compte sur un CN docile, pantois d'admiration devant nos vedettes de plus en plus médiatiques — oubliant qui contrôle ces médias et d'analyser pourquoi ce traitement aux petits oignons de Québec solidaire — et un score électoral et des sondages à l'avenant. C'est ainsi que l'on fabrique, si la « tendance se maintient », par la voie du social-libéralisme le quatrième parti néolibéral du Québec.

Se faire damer le pion par l'aile gauche du PQ

Dans le Devoir du 28 avril, un des chefs de file de SPQ-libre, l'aile gauche du PQ, y allait d'une critique à fond de train de la stratégie catastrophique des directions syndicales lors des négociations des secteurs public et para-public.

On peut certes noter les silences de cette critique car l'aile gauche du PQ ne saurait nuire au PQ :

« La défaite de décembre dernier est le résultat de la stratégie dite de concertation conflictuelle poursuivie par les centrales depuis la défaite du début des années 1980 face au PQ de Lévesque. À partir de l'automne 2003, les directions ont supplié le gouvernement de "reprendre le dialogue". Il oublie aussi de mentionner que cette politique va de pair avec leur appui électoral au PQ, présenté comme un interlocuteur valable pour la concertation. Le fait est que les centrales n'ont pas encore tiré les conclusions de la période Bouchard, quand le PQ a mené cette approche jusqu'à sa limite absurde : l'entente sur le déficit zéro. Le RAP, l'UFP et Québec solidaire ont été le résultat de la rupture d'une partie du mouvement social avec le PQ à cause de cet ensemble de politiques. Mais les directions continuent à mettre leurs espoirs dans le retour de quelque chose qui est déjà mort et enterré, le PQ de la concertation. » (Benoît Renaud, communication à l'auteur)

De plus, une telle critique provenant du chef de file de l'aile gauche du PQ est une arme à deux tranchants. Ce peut être interprété comme un électrochoc afin de transformer fondamentalement le syndicalisme québécois. Toutefois, comme cette critique est inachevée et sans perspectives, elle peut être interprété comme une invitation au patronat à poursuivre l'offensive jusqu'à s'attaquer à la formule Rand (atelier fermé et cotisations syndicales perçues à la source). Même certains syndicalistes de gauche, dépités par l'ampleur de la défaite, laissent entendre que la formule Rand est un boulet qui abaisse le niveau de combativité. Vaudrait mieux, selon eux, un syndicalisme à la française basé sur l'adhésion volontaire et constamment renouvelée. C'est là ne pas voir le rapport de forces que permet un taux de syndicalisation de 40% au Québec, contre moins de 10% en France, à condition, cependant, d'élever « à la française » le niveau politique.

Pour y arriver, il faudrait que la gauche politique québécoise ne prenne pas modèle sur la « gauche plurielle » française — PS, PC et Verts — qui est l'alternance sociale-libérale de la droite poursuivant fondamentalement les mêmes politiques malgré une aile gauche velléitaire qui surfe sur les masses mobilisées, par exemple lors du référendum sur la constitution européenne et lors de la récente mobilisation contre les contrats de première embauche, pour empêcher un débordement révolutionnaire et ensuite rentrer docilement au bercail une fois passée le sursaut factice de mauvaise humeur de sa « raisonnable » aile droite. La particularité inspirante de la gauche française, absente du Québec jusqu'ici, est l'existence d'une gauche politique « 100% à gauche » socialement significative, particulièrement la LCR, c'est-à-dire d'une gauche anticapitaliste dotée d'un programme d'urgence nettement antinéo-libéral conçu pour pousser vers un « autre monde possible » la mobilisation sociale dans laquelle elle est incrustée tout en étant systématiquement critique des directions syndicales.

Ce n'est pas là le cours actuel de Québec solidaire, tant s'en faut. Quand la direction de Québec solidaire dira-t-elle publiquement ces vérités élémentaires,

préalables à tout débat sur un renouveau de la stratégie de la mobilisation sociale contre le néolibéralisme guerrier à la mode canado-québécoise ?

« ...les organisations visées et les 230 000 salariés qu'elles représentent se sont engagées tête baissée dans une longue et extrêmement coûteuse lutte fratricide comme s'il n'y avait pas d'autres choix s'offrant à elles. Au lieu d'y allouer des dizaines de millions de dollars des cotisations de leurs membres, elles auraient fort bien pu s'entendre entre elles pour minimiser les coûts et les effets de la loi 30. [...]

« Depuis le début des années 1980, à l'occasion de multiples rencontres, colloques et congrès, les organisations syndicales soupèsent, analysent et décortiquent la mondialisation néolibérale et ses conséquences sur le mouvement syndical. Dans ces rencontres nationales et internationales, on parle d'offensive patronale sans précédent, d'un nouveau rapport de forces tout à l'avantage des milieux d'affaires, du recul du mouvement syndical partout à travers le monde.

« Cependant, on ne semble pas voir la nécessité d'appliquer ces leçons théoriques à la pratique des négociations avec le gouvernement du Québec. On se présente en rangs dispersés, sans avoir construit l'appui nécessaire auprès de la population et en utilisant des tactiques et des moyens de pression de manchots. » (Pierre Dubuc, Le Devoir, 28 avril 2006)

Au lieu d'organiser un débat public sur « l'état du mouvement syndical », cette direction préfère plutôt courtiser servilement les bureaucraties syndicales dont on espère l'allégeance à Québec solidaire. Celles-ci tentent de sauver la face en organisant une piteuse manifestation nationale du premier mai cachée dans un parc où les plus braves des militants et des militantes sont condamnés à écouter leurs impuissantes dénonciations sans perspective. Ces directions s'en sont plutôt remises aux tribunaux bourgeois et voudraient bien pouvoir faire le procès de leur base pour refus de mobilisation... une fois la bataille perdue alors que l'heure est au bilan. Toutefois, un processus de bilan quelque peu démocratique provoquerait un tsunami de bas en haut de l'appareil, ce qui remettrait en cause non seulement leur stratégie catastrophique mais aussi leur confortable position sociale de couches bureaucratiques dont le rôle social est de contrôler « la colère de la foule » afin de préserver le statu quo.

L'unité des anticapitalistes pour un coup de barre à gauche

Se laisser doper par les succès électoralistes de Québec solidaire ne mènera qu'à des lendemains qui déchantent. Inutile de se mettre la tête dans le sable pour ne pas voir que le cœur de la dynamique des rapports de forces se situe dans la profonde défaite stratégique du mouvement ouvrier québécois dont Québec solidaire est l'expression électoraliste. Un peu comme en Allemagne par rapport au nouveau Linkspartei (Parti de gauche) et en remplaçant dans la citation suivante « organisations syndicales » par « organisations communautaires et syndicales », et SPD par PQ,

« c'est ainsi qu'une partie de l'encadrement inférieur et moyen des organisations syndicales s'est tournée vers une nouvelle force politique à la gauche du SPD, causant des fissures sérieuses dans l'hégémonie social-démocratie érigée de longue date sur les syndicats allemands. Mais le processus de radicalisation à l'œuvre au sein des syndicats a été détourné sur la voie de la Realpolitik et les syndicats ont échappé ainsi à un débat d'orientation. Le débat sur le renouvellement nécessaire du mouvement syndical n'a pas eu lieu et la gauche syndicale a été même affaiblie en cours de route. » (INPRECOR, mars-avril 2006, page 11)

Les tâches des anticapitalistes québécois ont quelque chose à voir avec celles que se sont fixés la « Gauche socialiste internationale » allemande :

- *« Elle favorise le débat de fond au sein des syndicats de salariés sur leur stratégie et renforce la gauche syndicale. [...] »*
- *« Elle renforce les efforts pour constituer une opposition extraparlamentaire large et capable d'agir sur le plan national. [...] »*
- *« Elle suscite un débat sur les alternatives au capitalisme, qui puisse servir de fondement à des mouvements extraparlimentaires... »*
- *« Elle soutient la formation d'un parti commun entre WASG et PDS [lire Québec solidaire], qui doit défendre de façon conséquente les intérêts des salariés et des marginalisés, et participe dans ce cadre au regroupement des forces anticapitalistes ; elle se bat pour un parti pluraliste, contrôlé par les adhérents, ouvert et qui garantisse le droit à former des courants ; elle refuse sous les conditions présentes l'entrée de la WASG ou du PDS dans un gouvernement [lire tout arrangement avec le PQ]. » (INPRECOR, mars-avril 2006, page 14)*

Il n'y aura pas de programme d'urgence anticapitaliste élaboré par Québec solidaire sans qu'il soit construit par un processus de bas en haut dit « participatif » comme ce fut le cas lors de la fondation de l'UFP. Il n'y aura pas de renouvellement syndical sans la construction d'une gauche syndicale/populaire anticapitaliste avec ou sans la participation de Québec solidaire. Aucune de ces tâches ne pourra se réaliser sans la résolution des anticapitalistes à les accomplir ce qui passe par leur étroite concertation et une volonté de fer de passer à la contre-offensive.

Marc Bonhomme, 5 mai 2006